

La réserve de biosphère du Dja : entre espace d'opportunités et territoire en crise

AUTEUR-ES

Claude TATUEBU TAGNE,
Fanny Marcelle DJOMKAM

RÉSUMÉ

Dans la mosaïque des aires protégées qu'abrite le Cameroun, la réserve de biosphère du Dja (RBD) se distingue par son importante emprise spatiale et l'abondante biodiversité faunistique dont elle regorge. Manifestement, cette richesse naturelle qui s'ajoute à d'autres (flore, minerais, foncier, hydrologique, etc.) porte paradoxalement les germes de sa dégradation par l'attrait de nombreux acteurs et intérêts. En trois temps, cette présentation analyse les différentes tendances d'évolution de la gestion de la RBD dans une perspective de durabilité. L'état de l'art et les enquêtes de terrain constituent la méthodologie de recherche. Ils donnent à distinguer trois moments ou tendances dans sa gestion : un moment d'exubérance de la faune et de la flore de sa création jusqu'aux années 1990 ; un moment marqué par une dynamique dégradante au lendemain de son inscription sur la liste du patrimoine mondial, liée à une forte anthropisation ; et un moment de stabilité actuelle qui semble valider la pertinence de l'approche participative et concertée de cette importante aire protégée.

MOTS CLÉS

acteurs, crises, conflits, collaboration, conservation, gestion, réserve de biosphère du Dja

ABSTRACT

In the mosaic of protected areas in Cameroon, the Dja Biosphere Reserve (DBR) stands out for its significant spatial coverage and the abundant faunal biodiversity that it abounds. Clearly, this natural wealth, which is added to others –flora, minerals, land, hydrology, etc.– paradoxically bears the seeds of its degradation due to the attraction of numerous actors and interests. In three parts, this article analyses the different trends in the evolution of DBR management from a sustainability perspective. The state of the art and field surveys constitute the research methodology. They allow us to distinguish three moments or trends in DBR management. A moment of exuberance of the fauna and flora from its creation until the 1990s. A moment marked by a degrading dynamic after its inscription on the World Heritage List, linked to a strong anthropisation. And a moment of current stability that seems to validate the relevance of the participatory and concerted approach of this important protected area.

KEYWORDS

Actors, Crises, Conflicts, Collaboration, Conservation, Management, Dja Biosphere Reserve

La réserve de faune du Dja¹ (RFD) est la grande aire protégée (AP) du Cameroun. Créée en 1950, elle a été inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco en 1987 en raison de sa riche biodiversité et de son état peu perturbé (Diedhoui & Diawara, 2015). La RBD fait en outre partie du paysage de la Trinationale Dja-Odzala-Minkébé³. Autour de cet AP, les communautés locales vivent dans la pauvreté et dépendent de l'exploitation des ressources naturelles. Concilier les pratiques locales de survie et les objectifs de conservation de la nature pourrait s'avérer difficile dans un contexte où l'État s'engage à conserver la nature sans toutefois assurer un minimum de développement local (Kyale Koy *et al.*, 2019). Son inscription comme patrimoine mondial constitue à cet effet une opportunité dans la mesure où les réserves de biosphère sont conçues pour servir d'exemples de bonnes pratiques de développement durable. Elles sont établies pour préserver la biodiversité des sites protégés, promouvoir les aspects culturels et les cadres sociaux, l'ensemble devant contribuer à une amélioration des conditions de vie des populations locales dans une perspective de développement durable (El Fasskaoui, 2009).

Les caractéristiques physiques et biogéographiques de la zone du Dja font de la RBD un espace aux enjeux variés qui intéressent divers acteurs. Au cours des décennies ayant suivi son inscription au patrimoine mondial, on a assisté à une accélération des pressions anthropiques autour du noyau central, qui ont amené l'Unesco en mars 1998 à réfléchir à son déclassement (Bahuchet *et al.*, 2000). Lors de la 36^e session du comité du patrimoine mondial en 2012, en raison des menaces qui persistaient, il avait été envisagé d'inscrire la RBD sur la Liste du patrimoine mondial en péril sous réserve des dispositions prises par l'État pour endiguer sa dégradation.

1 Après sa création en 1950, la réserve de faune du Dja (RFD) a été érigée réserve de biosphère du Dja (RBD) en 1981. Elle est constituée d'un noyau central entièrement protégé (RFD), d'une zone tampon et d'une zone périphérique.

2 90 % de sa superficie était intacte au moment de son inscription en 1987.

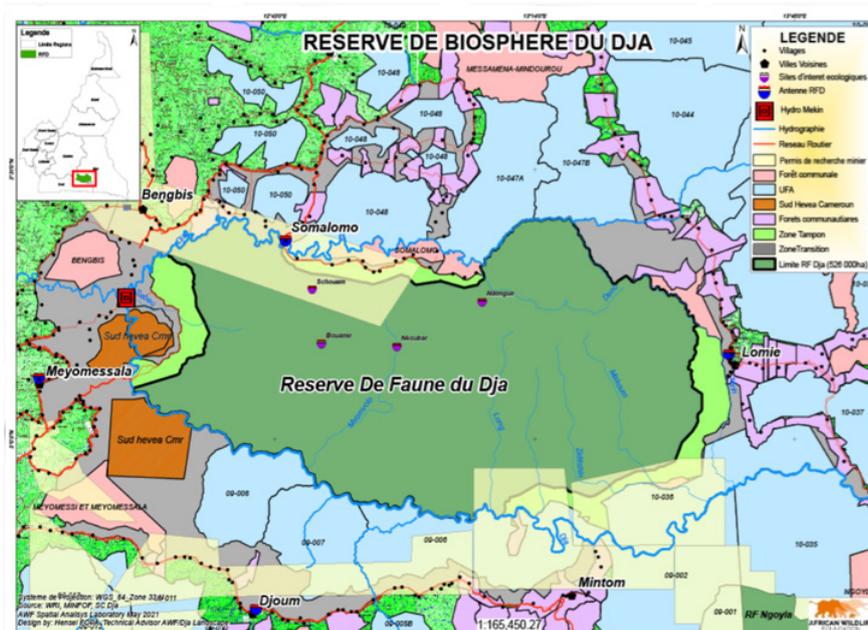
3 Le projet TRIDOM « Conservation de la biodiversité transfrontalière dans l'interzone de Dja-Odzala-Minkébé au Cameroun, Congo et Gabon » est conduit par le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) depuis 2008 pour 7 ans (2008-2015). Cette initiative est née en février 2005 à la suite de la déclaration des chefs d'État de l'Afrique centrale (Cameroun, Congo et Gabon) au sommet de Yaoundé en 1999 qui témoignait de leur intérêt commun à conserver les forêts du bassin du Congo. Elle est établie à travers le plan de convergence de la COMIFAC qui définit les aires de conservation transfrontalières prioritaires en vue de renforcer leur importance écologique dans la conservation et d'atténuer les menaces pesant sur la biodiversité.

Les recommandations de l'Unesco vont pousser le Cameroun à consentir des efforts en vue d'inverser la tendance (Diedhoui & Diawara, 2015) et de promouvoir une meilleure gestion. Les progrès observés justifient la nécessité de mener cette réflexion. L'objectif est d'identifier les facteurs déterminants de la tendance actuelle et d'analyser si l'exploitation actuelle des ressources de la RBD et les initiatives adoptées par l'équipe de gestion s'inscrivent dans la durabilité. En d'autres termes, les actions des différents acteurs permettent-elles d'assurer les fonctions de la réserve de biosphère ? Cette étude exploite la littérature et les entretiens réalisés avec quelques personnes-ressources, notamment l'équipe de gestion de la RBD, les cadres des ONG y intervenant et les populations locales.

LA RBD, UN TERRITOIRE AUX CARACTÉRISTIQUES REMARQUABLES : ÉTAT DES LIEUX DES ENJEUX DE CONSERVATION

La RBD est à cheval sur deux régions du Cameroun (Sud et Est) et couvre 7 arrondissements pour une superficie de 1 475 000 ha. Elle est répartie en deux grandes zones : la zone de la RFD initiale représentant la totalité du bien du patrimoine mondial et la zone périphérique estimée à 950 000 ha, définie pour des activités écologiquement viables. La rivière Dja constitue pour la RFD une limite naturelle (fig. 1).

Figure 1. Localisation de la RBD (Source : AWF)



Au plan géologique, la zone du Dja est constituée de formations sédimentaires et de formations du socle qui prédisposent à une richesse en ressources minérales intéressant les exploitants miniers. Des substances comme le fer, le calcaire, le cobalt et le nickel ont été découvertes dans les périphéries de la réserve et des permis miniers d'exploration octroyés, dont certains empiètent sur la RFD.

La végétation appartient aux forêts denses sempervirentes, secteur camerouno-congolais. Elle est caractérisée par une mosaïque des forêts primaires et de forêts secondaires avec de grands arbres atteignant parfois 50 m de hauteur, à dominance de Moabi (*Baillonella toxisperma*) (Sonné, 1998). En raison de cette richesse en ressources ligneuses, 9 unités forestières d'aménagements jouxtant directement le noyau central ont été créées dont 7 sont exploitées. Ces activités industrielles augmentent les pressions sur les ressources fauniques à travers une augmentation de la population par les travailleurs venus des autres régions. La faune sauvage est évaluée à 109 mammifères répartis dans 10 ordres et 34 familles, 360 espèces d'oiseaux et 62 espèces de poissons. Ses mammifères emblématiques sont, entre autres, le gorille, le chimpanzé, le buffle, l'éléphant de forêt, le pangolin géant, le magistrat, le drill et le mandrill. Les informations sur leur abondance indiquent que la densité des éléphants est de 0,56 individus/km², 1,71 individu/km² pour le gorille, 0,79 individu/km² pour le chimpanzé (Williamson & Usongo, 1995). Progressivement, le braconnage pour l'ivoire et la viande de brousse a érodé quantitativement cette faune, mais toutes les espèces sont toujours présentes.

CONTINGENCES DE L'ANTHROPISATION AUTOUR DES ENJEUX DE PRÉSERVATION DE LA RBD

Au plan humain, les populations originaires de la région du Dja sont les Baka (pygmées) et Bantu (Badjoué, Bulu, Djem, Fang, Nzimè) qui vivent à sa périphérie immédiate. La zone accueille de plus en plus les populations migrantes en raison des opportunités d'emplois offertes par les sociétés. La population des arrondissements limitrophes de la RBD est passée de 70 526 en 1976, à 160 000 en 2005 et près de 200 000 âmes en 2020. La satisfaction des besoins sans cesse croissants de cette population constitue une menace pour cet espace protégé.

La richesse en ressources naturelles de la zone du Dja en fait l'objet des utilisations variées et de considérables convoitises de la part des différents acteurs aux logiques d'action très souvent contradictoires (tabl. 1).

Tableau 1. Typologie des acteurs de la RBD

Acteurs	Description
Communautés riveraines (Baka et Bantu)	Les Baka sont les premiers habitants de la forêt, qui habitaient le noyau de la réserve. Ils dépendent des activités de cueillette, de ramassage et de chasse traditionnelle. Ils se considèrent comme de la forêt et propriétaires de tous les territoires où ils mènent leurs activités classiques. Progressivement, ils accordent de l'importance à l'agriculture.
	Les Bantu représentent 80 % de la population locale. Leurs activités sont l'agriculture, la collecte et la commercialisation des PFNL ⁴ , la chasse et l'exploitation illégale du bois. Ils emploient les Baka pour les activités de braconnage. Ils se considèrent le plus souvent comme propriétaire des terres sur lesquelles les Baka sont installés. Les populations venues d'ailleurs sont dans la zone comme agent de l'État, commerçants ou employés d'entreprises. Certains y voient un espace d'opportunités pour l'exploitation des ressources naturelles (terre agricole, bois, braconnage).
Gouvernement (MINFOF et autres sectoriels)	Le MINFOF est le ministère chargé de la faune et des forêts. Il assure la fonction de gestionnaire des aires protégées à travers le service de la conservation, qui reçoit des appuis du gouvernement et des partenaires.
Partenaires techniques et financiers (UE, CAWHFI, WWF, ZSL, AWF, UICN)	Ces acteurs accompagnent les différents projets et programmes via des subventions aux communautés locales, l'aide aux gestionnaires de la réserve, etc. Ce sont aussi des organisations pour la conservation des ressources naturelles.
Acteurs privés (Sudcam, Hydro-Mékin, Pallisco, etc.)	Ce sont les opérateurs économiques privés, tels que les entreprises forestières et minières, les agro-industries, etc. Grâce à leur capacité de mobilisation financière, ils participent à la conservation et au développement.
Société civile (ONG nationales, locales)	Ces organisations non gouvernementales agissent pour la conservation ou la défense des droits des peuples autochtones.
Collectivités locales (mairies)	Ce sont les acteurs issus de la décentralisation des pouvoirs, auxquels l'État attribue des droits légaux par rapport aux ressources naturelles.

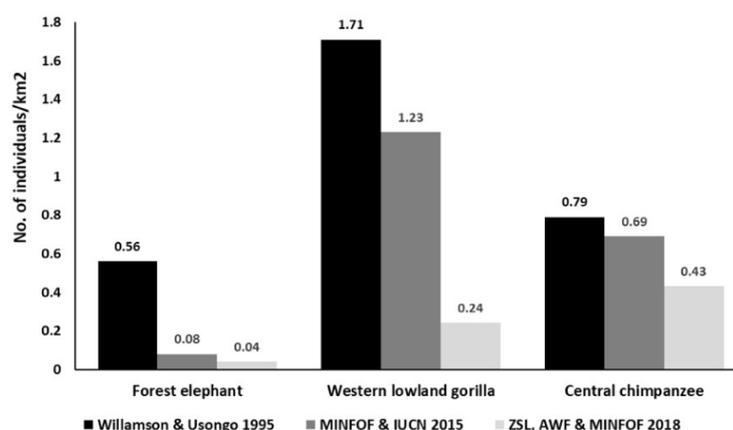
Cette diversité d'acteurs signifie une pluralité de « configurations de représentation ». Elle est à l'origine des pressions comme le braconnage, l'exploitation illégale du bois, l'exploitation des PFNL, les conflits hommes-faunes, l'avancée du front agricole. En effet, au regard de l'évolution de la perte de couverture arborée et des alertes de déforestation⁵, l'agriculture itinérante constitue la plus importante source de déforestation autour de la RFD. Cette diversité est aussi à l'origine des menaces liées à la chasse commerciale, à l'agriculture, au développement des infrastructures routières et hydroélectriques, à la croissance de la population et à l'extension des villes qui risquent d'augmenter les pressions sur les forêts. Les territoires des différents acteurs se chevauchent et nécessitent une gestion concertée et intégrée. En effet, ces chevauchements sont incompatibles pour la gestion durable de la réserve et sont à l'origine des crises et des conflits qui perturbent l'espace en conservation.

Les premiers conflits de la zone sont nés de l'expulsion par l'État des Baka du site de la RFD après sa création, sans les moyens nécessaires pour assurer sa surveillance et sa gestion. Il manquait également des données critiques exactes pouvant permettre une bonne prise de décision en faveur de sa gestion. Ce n'est qu'avec l'avènement du programme « Écosystèmes forestiers d'Afrique centrale » (ECOFAC) en 1992 que des mesures adéquates de la gestion de la RBD vont être engagées.

La pauvreté ambiante dans les zones rurales, exacerbée par la chute des prix des produits de base (cacao et café) sur le marché au début des années 1990, a sérieusement fragilisé les sources de revenus des populations riveraines de la RFD. Combinée à la dévaluation du franc CFA en 1994, les populations délaissent les plantations et considèrent la RBD comme une opportunité pour avoir des revenus à travers le braconnage, ce qui a lourdement impacté la faune de la réserve. Parallèlement à la mise en application des résolutions de la conférence de Rio 1992, le début du programme ECOFAC et l'adoption de la loi forestière de 1994, les activités en faveur de la conservation prennent une importance considérable dans la zone, ce qui va multiplier les conflits entre les services de conservation et les populations locales. Ces dernières décrivent les deux premières phases du programme ECOFAC⁶ comme ayant été essentiellement caractérisées par la répression violente et le *monitoring* de la faune.

Figure 2. Évolution de l'abondance des espèces clés dans la RFD en 1995, 2015 et 2018

Source : Unesco, 2019



Au cours des trois décennies qui ont suivi l'inscription au patrimoine mondial, le braconnage a entraîné une accélération importante du déclin de la faune à l'intérieur de la RFD (fig. 2). Le recensement réalisé par le MINFOF en 2018 a révélé une réduction considérable des populations d'éléphants. L'évolution des saisies des pointes d'ivoires autour de la RBD illustre la pression subie

4 Produits forestiers non ligneux (PFNL).

5 D'après Global Forest Watch, la couverture forestière a diminué de 94 % à 85 % entre 2010 et 2020 dans la zone périphérique de 20 km autour de la réserve [whc.unesco.org/fr/list/407/documents].

6 Phase 1 (1992-1996) et phase 2 (1997-2001).

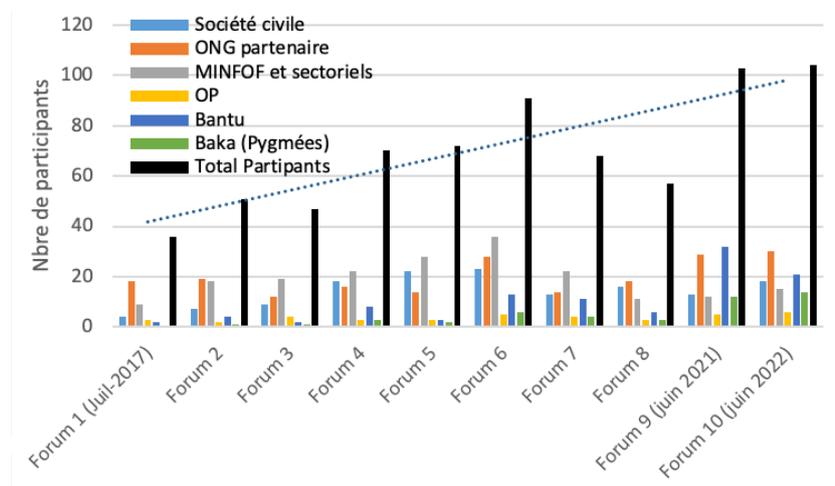
par cette espèce (en 2005, 93 pointes à Sangmelima ; en 2006, 19 pointes à Djoum ; en 2012, 12 pointes à Ntam ; en 2013, 37 pointes à Djoum ; en 2015, 79 à Djoum ; aucune saisie officielle signalée depuis 2019). Fongang *et al.* (2012) précisent que les plus grands acteurs du braconnage intensif sont les immigrants qui utilisent les autochtones, surtout les Baka, de diverses manières (chasseurs, porteurs, guides, etc.). Un nombre grandissant d'espèces, tant animales que végétales, sont soumises à des pressions de plus en plus importantes ainsi qu'à une perte croissante de leurs habitats.

D'autres menaces observées étaient le non-respect des spécificités du patrimoine mondial lors de l'implantation des entreprises et des infrastructures. Les activités de l'agro-industrie SUDCAM et de HydroMékim (barrage hydroélectrique) avaient commencé à porter atteinte aux forêts de la région. L'Unesco, par la décision 36COM 7B.1, a suggéré la réalisation de nouvelles études d'impact environnemental ainsi qu'une évaluation d'impact environnemental et social qui respecte les normes du patrimoine mondial. Elle a exigé de l'État qu'il stoppe les prospections minières aux environs de la réserve. En application des recommandations de l'Unesco, SUDCAM a par ailleurs adopté une nouvelle stratégie de production durable⁷ permettant de suspendre l'extension de la plantation et ainsi de réduire certaines menaces sur la réserve.

LE FORUM DES ACTEURS DU DJA : ESPACE DE CONCERTATION ENTRE ACTEURS ET DE MOBILISATION DES PARTENAIRES POUR UNE GESTION DURABLE DE LA RBD

Un cadre de collaboration et de concertation en vue d'une synergie des actions entre les différents acteurs a été créé en 2016 (Forum des acteurs du Dja) pour répondre aux exigences du Centre du patrimoine mondial de l'Unesco. Il se réunit deux fois par an dans l'une des villes limitrophes de la RBD et a pour mission de regrouper tous les acteurs pour une synergie d'actions œuvrant pour la conservation et le développement de la RBD. Il permet de mutualiser les moyens, d'éviter les doublons et de promouvoir la complémentarité entre les acteurs. Depuis sa création, le nombre de participants est en constante croissance (fig. 3).

Figure 3. Évolution du nombre participants au Forum des acteurs du Dja



Le forum a également permis le renforcement de l'éducation et de la communication entre les acteurs et le grand public. Il aide aussi à impliquer les organisations locales dans les processus de conservation de la biodiversité dans la RBD et de la lutte contre le braconnage.

La collaboration entre les acteurs de la RBD constitue un moyen pour assurer pleinement les fonctions de réserve de biosphère⁸. En effet, au Cameroun, par manque de moyens, celles-ci n'intègrent pas la recherche et développement comme une de leurs fonctions prioritaires, au même titre que la conservation, même si c'est prévu par leur statut. Néanmoins, en collaboration avec différents partenaires / acteurs ces fonctions pourront être mieux assurées.

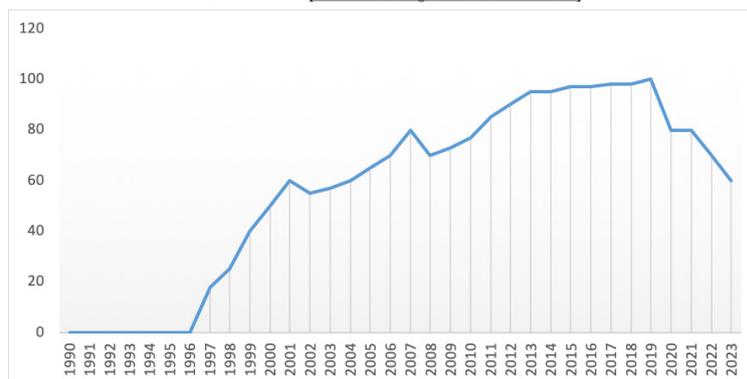
Le territoire de la RBD fait l'objet d'investigations de la part de nombreuses équipes scientifiques (institutions universitaires, organismes de recherche comme la NASA, National Geography). Certains acteurs comme l'African Wildlife Foundation (AWF) et la Zoological Society of London (ZSL) apportent un appui pour la surveillance et la conservation de la RBD et le développement des communautés. Le Congo Basin Institute (CBI) a créé une base de recherche (Bouamir) dans la réserve en 2016. Il accueille des chercheurs, des étudiants, des touristes, le tout encadré par des écogardes. Son fonctionnement génère des activités connexes à la recherche comme les guides-chercheurs, les porteurs et les cuisiniers, contribuant à la création de sources de revenus, d'emplois et au développement local. Ces différentes formes de collaboration ont aidé à accroître l'effort de patrouille et à renforcer la présence des équipes de conservation dans la RBD, à intensifier les actions de sensibilisation en faveur des communautés, à créer et soutenir de nombreuses activités alternatives à la conservation et de *livelihoods*.

La conséquence directe sur la RBD est la diminution des menaces. En effet, depuis 2016 des progrès remarquables ont été faits par l'État, la société SUDCAM et d'autres entreprises dont l'Unesco avait mentionné les activités comme potentielles sources de menaces sur l'intégrité de la réserve. Le rapport de l'Unesco sur la tendance de l'évolution des menaces sur le patrimoine montre une baisse significative depuis 2019 (fig. 4).

⁷ [corrie-maccoll.com/media].

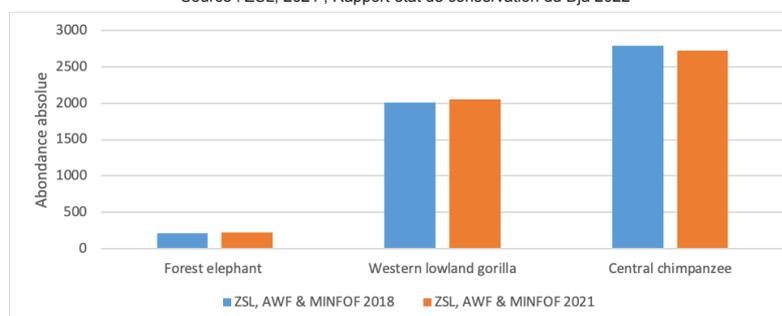
⁸ Les réserves de biosphère sont conçues pour assurer trois fonctions principales : la conservation de la biodiversité, le développement socioéconomique, et la recherche et l'éducation.

Figure 4. Évolution de la tendance des menaces sur la RBD
Source : Unesco [whc.unesco.org/en/list/407/indicators]



Cette baisse des menaces a eu pour incidence la stabilité de certaines espèces fauniques dans le patrimoine d'après l'inventaire 2021 (fig. 5). En effet, depuis 2019, aucune saisie officielle de pointes d'ivoire n'a été signalée. Cela pourrait permettre d'entrevoir, voire de conclure à une amélioration substantielle de la situation de conservation de cette AP. Mais la prudence exige d'attendre pour avoir une vue d'ensemble des enjeux de conservation aussi bien de la faune que des habitats également sujets à la pression anthropique dégradante. De plus, les appuis des ONG étant inscrits dans le temps en fonction des possibilités de chaque structure, il est nécessaire de développer des mécanismes qui permettent d'allonger leur durée pour des impacts plus durables.

Figure 5. Abondance des grands mammifères dans la RBD en 2021
Source : ZSL, 2021 ; Rapport état de conservation du Dja 2022



CONCLUSION

Le panorama des acteurs de la RBD traduit combien il est complexe d'articuler une démarche concertée de gestion durable dans un contexte où les enjeux et les logiques sont manifestement contradictoires. L'approche participative et concertée pour sa gestion semble donner des résultats positifs aujourd'hui. L'enjeu actuel est donc de pérenniser cette démarche et d'accentuer les efforts à long terme afin de davantage permettre d'assurer les fonctions de réserve de biosphère.

RÉFÉRENCES

- Bahuchet S., Leclerc C., 2000, « Une aire de conservation : la périphérie de la réserve du Dja. Introduction : des enjeux contradictoires », in S. Bahuchet & P. de Maret (dir.), *Les peuples des forêts tropicales aujourd'hui. 3. Région Afrique centrale*, Bruxelles, APFT-ULB, p. 45-66.
- Diedhiou Y., Diawara B., 2015, *Rapport de mission de suivi réactif conjointe Unesco/UICN à la réserve de faune du Dja*, IUCN [whc.unesco.org/fr/documents/141993].
- El Fasskaoui B., 2009, « Fonctions, défis et enjeux de la gestion et du développement durables dans la réserve de biosphère de l'Arganaie (Maroc) », *Études caribéennes*, n° 12, numéro thématique « Espaces et aires protégés: gestion intégrée et gouvernance participative », J.M. Breton (dir.) [doi.org/10.4000/etudescaribeennes.3711].
- Fongang G., Defo L., Levang P., 2012, *Environnement et mutations socio-économiques dans le massif forestier de Ngoyla-Mintom. État des lieux et regard prospectif, Rapport d'étude CIFOR-IRD*.
- Kyale Koy J., Maindo Monga Ngonga A., Wardell D. A., 2019, « Réserve de biosphère de Yangambi à l'épreuve de la cristallisation des pratiques locales de survie : une réponse à la faillite de l'État en République démocratique du Congo », *Vertigo*, 19(1) [doi.org/10.4000/vertigo.24677].
- Sonké B., 1998, *Études floristiques et structurales des forêts de la réserve de faune du Dja (Cameroun)*, thèse de doctorat, Université libre de Bruxelles.
- Unesco, 2019, *Impacts des activités agro-industrielles de Sud Cameroun Hévéa sur le site du patrimoine mondial de la Réserve de Faune du Dja, Cameroun. Rapport final*, Paris [unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384717].
- Williamson L., Usongo L., 1995, *Recensement des populations de primates et inventaires des grands mammifères. Recensement des éléphants, gorilles et chimpanzés dans la réserve de faune du Dja (Cameroun). Rapport technique, Projet ECOFAC*, Bruxelles, Agreco.

LES AUTEUR·ES

Claude Tatuebu Tagne
Congo Basin Institute (Cameroun)
claudetagne86@gmail.com

Fanny Marcelle Djomkam
Congo Basin Institute (Cameroun)
fanydjomkam@yahoo.fr